

Fiche-pays – Angola (interne Trésor)

Après une période de récession de 5 années (2016-2020), puis un retour à la croissance, malgré le COVID, au sortir d'un programme FMI, les perspectives économiques et financières se sont considérablement éclaircies, même si la monnaie subit de fortes tensions depuis la mi-mai 2023 // Le cadre macroéconomique et financier s'est fortement amélioré en 2022, avec un prix du baril au plus haut ; le kwanza, qui s'est encore apprécié en 2022, s'est stabilisé en fin d'année jusqu'à la mi-mai 2023 avant de dévisser (-25 %). La situation des finances publiques est en nette amélioration, avec une dette passée de 138,4 % du PIB fin 2020 à 66,1 % fin 2022 et un excédent budgétaire significatif (2,7 % du PIB). Les agences de notation ont toutes amélioré leur note souveraine et/ou leurs perspectives, et le pays est revenu sur le marché des obligations en devises. Les signaux d'alerte restent l'inflation (17,3 % en moyenne sur les 15 dernières années et 13,8 % fin 2022), la pauvreté, le chômage, un fort taux d'informalité, qui assombrissent un tableau pourtant encourageant, malgré la quasi-absence de diversification économique. // Les relations économiques avec la France sont marquées (i) par un solde commercial traditionnellement déficitaire (pétrole brut d'un côté contre produits agricoles, agro-alimentaires, et biens d'équipements ou intermédiaires pour l'industrie pétrolière) et (ii) une position forte d'investisseur de la France (secteur pétrolier et parapétrolier). L'AFD consolide sa place de premier bailleur bilatéral avec un niveau d'engagement (eau, agriculture, électricité, politique publique) passé à 800 MEUR fin 2022. Du côté de l'assurance-crédit, de grands projets structurants sont en cours d'exécution ou vont l'être courant 2023 (météorologie ; eau/assainissement ; santé).

1. Cadre politique et économique

1.1. Situation politique

Etat d'Afrique australe et ancienne colonie portugaise dont l'indépendance a été proclamée le 11 novembre 1975, l'Angola a retrouvé la paix en 2002, après 13 ans de guerre d'indépendance et 27 ans de guerre civile. Le pays est dirigé par le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) depuis son indépendance. Les dernières élections nationales ont été organisées en août 2022. Le parti au pouvoir en Angola a remporté ces élections, donnant ainsi un second mandat au président sortant João Lourenço, à l'issue du scrutin le plus serré de l'histoire du pays, et dont l'opposition avait contesté les résultats. Le MPLA a recueilli 51,2% des voix contre 43,9% pour le premier parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le président Lourenço a placé son second mandat sous le signe des réformes économiques, qui promettent de nombreux défis pour l'Angola. Il a gardé au gouvernement son équipe économique du premier mandat.

1.2. Éléments structurels sur l'économie

En 2022, l'Angola se situait à la troisième place des économies d'Afrique subsaharienne, avec un PIB d'environ 122 Mds USD, après le Nigéria et l'Afrique du Sud. A partir de 2014, le PIB par habitant a fortement diminué, jusqu'à atteindre un plus bas de 1 710 USD fin 2020. Le FMI estime un PIB par habitant de 3 400 USD fin 2022 (en dollar courant), du fait principalement d'un effet de change. Cet indicateur ne reflète évidemment pas les inégalités particulièrement fortes. Selon la Banque Mondiale, un tiers de la population vit avec moins de 1,9 USD par jour et le taux de chômage a atteint plus de 30% à la fin 2022, mais ne tient pas compte d'un taux d'informalité de plus de 70 %. Le taux de mortalité infantile est élevé (6,9 % en 2021 selon l'ONU), en augmentation. L'espérance de vie à la naissance était de 61 ans en 2021 (en baisse) et le pays se classait au 148ème rang sur 189 pays en termes d'IDH.

L'Angola reste par ailleurs l'un des pays d'Afrique les mieux dotés en ressources naturelles. Il est le premier producteur de pétrole en Afrique sub-saharienne, deuxième en Afrique derrière la Libye, malgré une production en baisse ces dernières années, mais avec une stabilisation prévue à moyen terme. Ses réserves

de gaz, en début d'exploitation, sont estimées à 300 Mds de m³. La production et les exportations de gaz (essentiellement sous forme de gaz naturel liquéfié) sont en expansion. L'Angola est également le 3^{ème} exportateur mondial de diamants (7^{ème} producteur) et possède des ressources importantes de fer, de cuivre et d'or. Quant au secteur agricole, priorité de la diversification économique du pays, le potentiel est considérable avec 58 M ha de terres arables pour seulement 5,6 M ha cultivés. Le pays possède également les 2^{ème} ressources hydriques d'Afrique après la RDC.

2. Conjoncture et finances publiques

2.1. Jusqu'en 2018, une situation économique et financière dégradée, en raison d'une politique économique intenable dans un contexte de baisse des cours et de la production de pétrole

Après avoir atteint 13% en moyenne par an sur la période 2005-2008, la croissance a considérablement ralenti sur 2009-2014 (aux alentours de 5%). A partir de 2014-2015, la baisse des cours du pétrole, conjuguée à celle de la production a entraîné une crise économique d'ampleur – avec des taux de croissance négatifs en 2016 (-2,6%), 2017 (-0,2%), 2018 (-1,2%) et 2019 (-0,6%). En parallèle, la dette publique angolaise a fortement augmenté – en raison **(i)** du creusement du déficit budgétaire (jusqu'à -6,7% du PIB en 2016) ; **(ii)** largement financé à taux de marché par des créanciers chinois ; **(iii)** du creusement de la balance courante ; et **(iv)** de la forte dépréciation de la monnaie. La gestion désastreuse de la crise jusqu'à mi-2017, a renforcé les déséquilibres économiques du pays : le maintien d'un système de change fixe contribuant à la surévaluation du kwanza, à la dilapidation des réserves de change et à la fuite des capitaux, l'endettement massif gagé sur le pétrole, l'accélération rapide de l'inflation. Le tout dans un contexte d'absence de diversification de l'économie et de sous-investissement dans le secteur pétrolier.

2.2. Un changement de politique économique à partir de 2018, assorti d'un programme FMI, mais un coup d'arrêt à l'économie aggravé par la crise COVID

A partir de l'arrivée au pouvoir de João Lourenço, on a assisté à un changement de paradigme en matière de politique économique, avec la mise en place d'un programme FMI. Dans le cadre du programme, le gouvernement a mis en œuvre des réformes difficiles. Il a libéralisé le système de change. Il a mis en place un cadre de gestion des finances publiques strict, qui a eu des effets récessifs indéniables, mais qui a permis de rétablir les comptes de l'Etat – le pays a progressivement dégagé des excédents – primaires, puis nets en 2021 et 2022. Le gouvernement a aussi mis en place un programme de privatisations (environ 200 actifs). Il a œuvré en faveur de la récupération des biens mal acquis, d'un début de diversification économique (en misant notamment sur l'agriculture). Il a mis en place une série de réglementations plutôt favorables aux investissements étrangers. Alors que 2020 devait être l'année du retour de la croissance, la crise COVID a complètement remis en cause cette dynamique. Le pays s'est retrouvé en 2020 avec une cinquième année de récession de suite, la plus sévère (-5,4%) – qui s'est prolongée par une légère croissance en 2021 (+1,1 %). Fin 2020, la dette publique a atteint 138,4 % du PIB, sous l'effet d'une nouvelle chute du kwanza (-25 % par rapport au USD sur l'année). A cette période, la communauté financière internationale s'est portée au chevet du pays. Outre l'augmentation des engagements du FMI et de la BM, l'Angola a été le seul pays non-IDA à bénéficier du moratoire sur le service de la dette du G20 (2nd bénéficiaire en Afrique subsaharienne), profitant aussi d'un moratoire des créanciers commerciaux chinois. Le pays a également bénéficié de l'allocation générale du FMI (1 Md DTS). Le tout a permis de faire reculer le spectre d'un éventuel défaut sur la dette.

2.3. Un scénario tout à fait nouveau en 2022 grâce à un retournement des cours du brut

Le PIB a progressé de 2,8 % en 2022 par rapport à 2021. La croissance augmente donc pour la deuxième année consécutive, après 5 années de récession. Elle demeure toutefois en-deçà de la croissance

démographique (+3,2 %). Sur le plan sectoriel, l'activité de 13 secteurs sur 14 a progressé au dernier trimestre 2022 par rapport au précédent, seul le secteur pétrolier affiche une baisse de 5 % au dernier trimestre. Le pétrole représente 28,9 % du PIB en 2022, contre 32,7 % en 2021. Alors que la production pétrolière baisse depuis 2015, les autorités tablaient sur une légère augmentation en 2022 à 1,18 M barils par jour, (qui ne sera pas atteinte avec 1,1 M b/j en moyenne sur l'année) contre 1,13 Mb/j en 2021, soit une baisse de 2,7%. La production de GNL se situe à environ 1 M b/j équivalent pétrole par jour. La production de pétrole devrait se stabiliser à terme à 1 M b/j.

A l'inverse l'agriculture, priorité de la diversification économique, pèse désormais 10,5 % du PIB, mais n'a crû que de 3,8 % en 2022 (4ème plus mauvaise performance depuis 2015).

[2.4. Des perspectives toutefois plus sombres pour 2023 après l'effondrement de la monnaie depuis mi-mai](#)

Dans ses prévisions économiques d'avril 2023, le FMI tablait sur un rebond significatif de la croissance en 2023 à 3,5 %, avec une croissance démographique de 3,1 %.

Entre la mi-mai et la mi-juin 2023, le kwanza s'est toutefois fortement dévalorisé face aux devises étrangères (-25 % en un mois face au dollar), sous l'effet combiné du manque de devises sur le marché, d'une baisse tendancielle du cours du pétrole et de la fin du moratoire des créanciers chinois.

Cette forte dépréciation de la monnaie angolaise pourrait se traduire par un gonflement de la dette en devise. Le poids de la dette publique, dont les deux tiers sont libellés en devises, pourrait tendre vers le seuil de risque élevé fixé par le FMI à 75 % du PIB. Cette chute du kwanza entrainera nécessairement une élévation de l'inflation alors que l'on observait une désinflation sur une année (de 27 % à 10 %).

3. Relations avec la communauté financière internationale

[3.1. Fonds monétaire international \(FMI\)](#)

Le 8 décembre 2018, une *Extended Funding Facility* (EFF) a été signée avec le FMI, d'un montant de 3,7 Mds USD sur 3 ans, assortie de nombreuses conditionnalités, sur la soutenabilité de la dette notamment. Cette facilité a été portée à 4,5 Mds USD en septembre 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

[3.2. Banque mondiale \(BM\)](#)

La Banque mondiale a renforcé son activité en complément du programme FMI, pour environ 3 Mds USD à la mi 2022. Les projets sont concentrés dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture et de l'électricité (cofinancements avec l'AFD), l'éducation et la santé ; avec également un appui budgétaire, dont un dernier volet de 500 MUSD signé en mai 2022 (sur un total de 1,7 Md USD). On notera par ailleurs, la mise en place d'une garantie de 500 MUSD sur un crédit commercial octroyé pour un projet de traitement des eaux de Bitá. Un nouveau prêt budgétaire a été accordé par la banque à l'Angola, juin 2023, dont le premier versement de 500 MUSD devrait intervenir rapidement.

[3.3. Union Européenne](#)

L'Union Européenne a une action conséquente en Angola, avec près de 300 MUSD de dons engagés à la fin 2021. L'UE intervient dans le développement rural, la formation professionnelle, la gouvernance économique, la santé, la lutte contre la corruption, la décentralisation, etc. Le nouveau programme pluriannuel (NDICI) 2021/2027 est centré sur l'appui à la diversification économique, à la formalisation de l'économie et à la gouvernance pour un montant de 275 MEUR.

[3.4. Banque Africaine de Développement](#)

Un montant total de 1,2 Md USD a été engagé par la BAfD, dont 167 M USD d'appui budgétaire décidé en octobre 2019. Son portefeuille est relativement diversifié, mais le secteur financier absorbe 43% des

financements (lignes de crédit en faveur de banques commerciales) – suivi de l'agriculture, les services publics et le développement du secteur privé. En 2020 et 2021, du fait d'une forte exposition, la BAfD a été obligée de limiter fortement ses nouveaux engagements. Ils ont repris début 2023, notamment dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

4. Aide publique au développement de la France

L'AFD a repris ses opérations en Angola en juillet 2017. Avec un montant engagé de 800 MUSD à la fin 2022, son activité d'aide-projet se concentre aujourd'hui sur les secteurs de l'eau, de l'agriculture et de l'électricité. Un appui budgétaire de 200 MEUR, assorti d'une enveloppe en assistance technique, a été signé en mai 2022. Plusieurs FEXTE sont en cours de mise en œuvre ou d'instruction : transports urbains, appui à l'entrepreneuriat (start-ups), gestion et évaluation de la logistique de l'agro-alimentaire.

5. Relations économiques avec la France

5.1. Échanges commerciaux avec la France

Au cours de l'année 2022, les importations de la France depuis l'Angola ont explosé, passant de 196 M EUR à 3,7 Mds EUR, en raison d'importations massives d'hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel) à partir du mois de février 2022, en conséquence de l'agression russe en Ukraine. Les hydrocarbures représentent 99 % de nos importations. Nos exportations augmentent de 5,4 % (256 M EUR), avec un fléchissement de nos ventes de blé et un accroissement de nos ventes d'équipements mécaniques et autres produits industriels. Une reprise attendue de certains investissements dans le secteur pétrolier, de grands contrats signés ou relancés en 2021 et 2022 pourraient contribuer à augmenter nos exportations à partir de la fin d'année 2023 (pétrole, météorologie, adduction d'eau, hôpitaux, etc.).

5.2. IDE et présence française

La France est le deuxième investisseur étranger en Angola, derrière les Etats-Unis, du fait principalement des investissements réalisés par TotalEnergies (3 Mds USD en 2022), qui responsable de près de 50 % de la production pétrolière nationale. La présence française se manifeste également au travers d'environ 60 filiales et 45 entreprises locales. Les entreprises françaises emploient près de 15 000 personnes, juste derrière le Portugal et la Chine. Elles sont très concentrées dans le domaine pétrolier (Total, Maurel & Prom) et parapétrolier (Prezioso, Technip, SubSea 7, Friedlander, Spie, Ponticelli, Doris Engineering, Vallourec, Bourbon, etc.). D'autres secteurs sont également bien représentés : la logistique et les services portuaires (CMA-CGM, AGL, AMT, AGS et Air France), la santé (SFEH, Laborex), les services aux entreprises en lien généralement avec le secteur pétrolier (Bureau Veritas, Apave, Mazars, Actemium), la restauration (Newrest). Le groupe CFAO est également très fortement représenté. Le groupe Castel est l'un des plus gros employeurs privés avec 8 500 employés. Saint Gobain dispose d'une usine de mortier. Parmi les récents investisseurs, on signalera l'entreprise de VTC Heetch en 2020 et le courtier d'assurances Olea en 2021.

5.3 Politique d'assurance-crédit et d'aide-projet

L'amélioration du niveau de la dette publique angolaise et de son contexte a permis un assouplissement de notre Politique de Financement Export (PFE) en 2023. Le pays est maintenant ouvert aux secteurs de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de l'agro-alimentaire, des énergies renouvelables, des réseaux électriques et du rail. La PFE 2023 est ouverte avec une vigilance particulière à tous les acheteurs, notamment au-delà de 20 MEUR ou pour des maturités au-delà de 8 ans et la prise en charge maximum du financement est limitée à 1,5 fois la part française pour l'Angola.

Le pays est ouvert au FASEP et au prêt direct du Trésor. Le pays devait accéder au Prêt du Trésor concessionnel en 2021, en raison de son changement de statut de PMA à PRI Inf. L'AGNU de février 2021 a accordé un délai supplémentaire de trois ans à l'Angola pour la sortie du statut de PMA prévue donc en février 2024. Les autorités angolaises ont sollicité le maintien du statut PMA au-delà de 2024.